

La politique anti-sociale et européiste que DSK nous promet...

Le 19 novembre, lors de colloques bancaires qui se sont tenus à Francfort, Dominique Strauss Kahn a dévoilé sa pensée sur plusieurs sujets économiques, sociaux, et touchant à l'Europe. S'agissant d'un possible candidat à la Présidence de la République, il nous paraît important que ces positions soient connues le plus largement possible.

Ces propos ont été tenus à l'occasion de colloques bancaires. DSK et Jean-Claude Trichet y faisaient la leçon aux politiques, coupables de ne pas gérer leurs pays exactement comme le feraient le FMI et la Banque Centrale Européenne. Le Figaro et Marianne ont l'un et l'autre présenté des extraits et des résumés de ces propos. Nous en présentons quelques extraits sur des sujets importants pour les classes populaires :

Travailler plus

En Europe, « les citoyens ne sont pas à leur plein potentiel » du fait d'un « choix conscient de travailler moins d'heures ».

Convergences des politiques sociales

DSK propose d'instaurer « un marché unique du travail », non pas en pensant aux travailleurs, mais en pensant à l'euro : « L'euro ne peut pas atteindre son véritable potentiel avec des marchés du travail segmentés ». Il met en cause « le choix social délibéré de travailler moins (fewer hours, en anglais) ».

Immigration

DSK prône une « approche moins restrictive sur l'immigration »

Affaiblissement des Etats-Nations

DSK préconise de « donner plus de pouvoir à la Commission européenne ».

Clairement, pour lui les Etats-Nations sont une gêne, et l'Europe n'avance que lorsque la Commission s'en affranchit. : « Quand l'ordre du jour est fixé par le centre, les choses avancent. Il suffit de penser au marché unique, ou à l'union monétaire. Mais quand l'ordre du jour est laissé aux États-nations, les choses traînent ».

« Le centre doit prendre l'initiative dans tous les domaines clés pour assurer le destin de l'Union, notamment en matière de politique financière, économique et sociale. Les pays doivent être disposés à céder plus d'autorité au centre ».

DSK et la démocratie

En matière budgétaire, un Parlement, qui soit national ou européen, semble être un gêneur, car DSK prône « la création d'une autorité budgétaire centralisée, aussi indépendante politiquement que la Banque Centrale Européenne (BCE). L'autorité fixerait les orientations budgétaires de chaque pays membre et allouerait les ressources provenant du budget central pour mieux atteindre le double objectif de stabilité et de croissance ».

Catherine Ségurane

http://www.marianne2.fr/Quand-DSK-devoile-son-plan-secret-pour-l-Europe_a200027.html

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2010/11/19/04016-20101119ARFIG00569-jean-claude-trichet-et-dsk-font-la-lecon-aux-politiques.php>